



## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

---

### Réseaux transeuropéens

La Commission a présenté, le 3 juin dernier, un rapport sur l'état d'avancement des quatorze projets définis en 1994 comme prioritaires. La rarefaction des deniers publics et une sous-estimation de la complexité de ces projets sont à l'origine de retards dans la mise en oeuvre de certains d'entre eux.

A l'horizon 2000 : achèvement de la liaison ferroviaire classique Cork-Dublin-Belfast-Larne, de l'aéroport de Milan-Malpensa, de la liaison fixe de l'Oresund. A l'horizon 2005 : TGV Paris-Bruxelles-Cologne-Amsterdam-Londres, TGV sud, avec cependant un retard sur le tronçon Montpellier-Perpignan, TGV est, ligne de transport combiné de la Betuwe, autoroutes grecques, ligne ferroviaire de la côte occidentale britannique. Cinq projets sont très incertains : le TGV nord sud (par le Brenner), le TGV Lyon-Trieste, la liaison multimodale Portugal-Espagne, le corridor multimodal du triangle nordique et la liaison autoroutière Irlande-Royaume-Uni-Bénélux.

La Commission présentera une communication sur l'état d'avancement de l'ensemble des réseaux à l'automne.

---

### Transport aérien

Le 15 mai 1998, le Parlement européen a adopté le rapport du député Michel Scarbonchi (ARE) soutenant la proposition de règlement visant à ce que la Commission soit seule compétente en matière d'accords entre compagnies de l'Union Européenne et des pays tiers, comme cela est le cas pour les transports maritimes et les transports terrestres. Les Etats membres qui, en vertu des articles 88 et 89 du traité, sont simultanément compétents, ainsi que l'Association des compagnies aériennes européennes (AEA), sont opposés à cette proposition.

Le rapport considère que la Commission doit pouvoir disposer d'une base juridique homogène pour suivre de près la prolifération des alliances au niveau mondial et prévenir, le cas échéant, tout abus de position dominante et autre distorsion de concurrence pour le marché unique du transport aérien, désormais libéralisé.

Le rapport propose, également, d'habiliter la Commission à accorder des exemptions en bloc aux accords, décisions et pratiques concertés dans le domaine des transports internationaux entre l'Union et les pays tiers.

Le Parlement a, par ailleurs, adopté le rapport du député Rijk van Dam (EDN) soutenant, avec un certain nombre d'amendements, la proposition de la Commission qui vise à réformer le code de conduite pour l'utilisation des systèmes informatisés de réservation (SIR). L'objectif est, notamment, de permettre aux utilisateurs de recevoir une information plus complète et plus transparente sur les horaires et les tarifs des compagnies aériennes et d'étendre, à terme, cette possibilité aux services ferroviaires.

### Trans-European Networks

On the 3<sup>rd</sup> June last, the Commission presented a report on the state of progress concerning fourteen projects that were defined in 1994 as priorities. The limitations on public funds and an under-estimation of the complexity of these projects have resulted in delays in implementing some.

By the year 2000, a classical railway line between Cork-Dublin-Belfast-Larne, an airport at Milan-Malpensa, and a fixed link to Oresund are to be completed. By 2005, the high-speed TGV from Paris-Brussels-Cologne-Amsterdam-London is to be completed, as is the TGV Sud, but the Montpellier-Perpignan TGV link is running behind schedule, as are the combined transport line at Betuwe, the Greek motorways, and the rail line on the British west coast. Five projects are very uncertain: the North-South TGV (via the Brenner pass), the Lyon-Trieste TGV, the multimodal link between Portugal and Spain, the multimodal corridor in the northern triangle, and the motorway link between Ireland-United Kingdom-Benelux.

The Commission will present a communiqué on the state of progress of all these networks in the autumn.

---

### Air Transport

On 15 May 1998, the European Parliament adopted the report by MEP Michel Scarbonchi (ARE) supporting a regulation which aims to make the Commission solely responsible for agreements between airline companies of the European Union and third countries, as is the case for maritime transport and land transport. Member States, which under Articles 88 and 89 are simultaneously responsible for air transport, and the Association of European Airline Companies (AEA) have opposed this proposition.

The report holds that the Commission must have a homogeneous legal basis to keep up with the proliferation of alliances at the global level and prevent, if necessary, any abuse of a dominant position or other distortion of competition in the single market for air transport, which has been liberalised.

The report also proposes giving power to the Commission to provide exemptions *en bloc* to agreements, decisions and practices made in the field of international transport between the Union and third countries.

Furthermore, the Parliament has adopted the report by MEP Rijk van Dam (EDN) supporting (though with a certain number of amendments) the Commission proposition aimed at reforming the code of conduct for the use of Computerised Reservation Systems (CRSs). Above all, the aim is to enable users to receive fuller and more transparent information about schedules and prices offered by airline companies, and ultimately to extend these services to rail transport.

## Télécoms

La Commission va lancer de nouvelles procédures contre cinq Etats membres, Autriche, Belgique, France, Italie, Luxembourg, estimant que leur législation sur les télécoms n'est pas conforme à la directive 97/13/CE sur les autorisations et licences d'exploitation. En outre, la Commission a déjà engagé des procédures à l'encontre de la Belgique, la France et le Luxembourg pour transposition incomplète de la directive 97/33/CE sur l'interconnexion des réseaux. La Commission se préoccupe de ce que l'établissement de conditions excessives pour l'octroi de licences et un manque de transparence en matière d'interconnexion risquent de freiner le développement de la concurrence sur le marché européen.

Le Parlement européen a adopté, le 14 mai, une recommandation favorable à 1) la portabilité du numéro de téléphone (possibilité de conserver le même numéro en cas de changement d'opérateur) et à la garantie de ce service sur l'ensemble du territoire d'un Etat membre à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000 2) la pré-sélection de l'opérateur (possibilité pour l'abonné de choisir un fournisseur et d'en changer au moment de l'appel) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000 sous réserve de l'acceptation d'un amendement visant à garantir que les frais de pré-sélection soient raisonnables et supportables par les utilisateurs.

---

## Accord UE - Etats-Unis

Les dirigeants de l'Union Européenne et le président Clinton ont signé, lors du sommet euro-américain du 18 mai 1998 à Londres, l'accord de **Partenariat économique transatlantique**. Bien qu'il omette certains aspects les plus controversés de l'ex projet de Nouveau marché transatlantique, cet accord est perçu comme son successeur. Il vise à l'ouverture des marchés dans les domaines des services, l'investissement, les marchés publics, la propriété intellectuelle, et la levée des obstacles réglementaires au commerce, aussi bien sur le plan bilatéral que multilatéral.

---

## Institutions communautaires

La Commission a adopté une communication destinée au Conseil européen de Cardiff (15-16 juin) sur les résultats de son action "Agir moins pour agir mieux". Cette devise couvre l'ensemble des initiatives prises depuis 1995 pour rendre la législation communautaire plus claire et plus efficace pour les opérateurs économiques et les citoyens et permettre un meilleur fonctionnement du marché intérieur. La Commission est satisfaite des résultats obtenus et souligne que, face à ses efforts, les Etats membres continuent à augmenter le nombre des actes nationaux qui "*restent la cause la plus directe de charges pour l'opérateur*".

Sur le plan opérationnel, la Commission prépare pour 1999 une nouvelle structuration prenant en compte les divers articles ou déclarations du traité d'Amsterdam. Le nombre des portefeuilles sectoriels pourrait être réduit, deux vice-présidents pourraient être désignés, l'un pour l'ensemble des relations extérieures et l'autre pour les questions économiques et monétaires, les affaires de fiscalité et sociales entrant peut-être dans son champ d'activité. Le rôle des cabinets et des services serait redéfini afin d'accroître leur collaboration et inciter les services à limiter leur action aux priorités définies par la Commission.

---

Adressez à "NOUVELLES-NEWS-EUROPE" de brèves informations en anglais et français par courrier, fax ou E-mail ([celsig@worldnet.fr](mailto:celsig@worldnet.fr)).

## Telecommunications

The Commission is going to undertake new proceedings against five Member States: Austria, Belgium, France, Italy, Luxembourg, considering that their legislation on telecommunications is not conform with Directive 97/13/CE on the authorisation of operating licences. In addition, the Commission is already taking legal action against Belgium, France and Luxembourg because they have not completely transposed Directive 97/33/CE for connections between networks into national law. The Commission is concerned about the existence of excessive conditions attached to the delivery of licences and the lack of transparency over interconnections, which risk slowing down the development of competition in the European market.

On the 14 May, the European Parliament adopted a favourable recommendation on: 1) the portability of telephone numbers (the possibility of preserving the same number when changing operators) and the guarantee that this service covers national territories of Member States entirely, as of 1<sup>st</sup> January 2000; 2) the pre-selection of operators (the possibility of subscribing to a provider of one's choice when making a phone call) as of the 1<sup>st</sup> January 2000, provided that an amendment is adopted which aims to ensure that pre-selection costs are reasonable and affordable for users.

---

## The EU-US Accord

The leaders of the European Union and President Clinton signed an accord on a **Trans-Atlantic Economic Partnership** on the 18 May 1998, in London. Though it omits certain aspects of the more controversial, former project for the New Trans-Atlantic Market, this accord is perceived as its successor. It aims at opening up markets in services, investment, public procurement and intellectual property, while removing obstacles to trade, be they bilateral or multilateral.

---

## Community Institutions

The Commission has adopted a communiqué destined for the European Council in Cardiff (15 - 16 June), on the results of its programme "Act Less to Act Better". This motto covers a set of initiatives taken since 1995 to make Community legislation clearer and more effective for economic operators and citizens, and to permit the better functioning of the internal market. The Commission is satisfied with the results obtained and stresses the fact that in response to its efforts Member States have increased the number of national measures which "continue to be the most direct cause of costs incurred by operators".

At the operational level, the Commission is preparing a new structure for itself in 1999, which will take into account various articles or declarations of the Treaty of Amsterdam. The number of sectoral portfolios could be reduced and two vice-presidents could be designated, one to cover all external relations and the other to handle economic and monetary issues, matters of taxation and social policy perhaps also being included in his/her field of activity. The roles of Commission cabinets and departments would be redefined, so as to increase their collaboration and encourage departments to limit their actions to the priorities defined by the Commission.

---

Please send brief information to "NOUVELLES-NEWS-EUROPE", in English and French, by courier, fax or Email ([celsig@worldnet.fr](mailto:celsig@worldnet.fr)).

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : [celsig@worldnet.fr](mailto:celsig@worldnet.fr). Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Nicholas Sowels. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 500 FF. *Subscription for 1 year: FF 500*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.